



Appel à communications

« Espaces ouverts des agglomérations urbaines: constructions territoriales, régulations et dynamiques de gouvernance métropolitaine »

Mélanie Doyon (UQAM, Québec), Salma Loudiyi (VetAgroSup, UMR métafort, France) et Ségolène Darly (Université de Paris 8, UMR LADYSS, France)

Colloque ACFAS, Montréal, 9 au 11 mai 2012



Le département de géographie de l'UQAM, l'UMR 1273 Métafort (VetAgro Sup, AgroParistech, INRA et IRSTEA, Clermont-Ferrand) et l'UMR 7533 LADYSS (CNRS/Universités Paris 1, Paris 7, Paris 8 et Paris 10) organisent un colloque autour des « Espaces ouverts des agglomérations urbaines ». L'objectif est de proposer un regard critique sur le rôle des acteurs et de leurs interactions sur le devenir de ces espaces. Il est ici question de l'ensemble des espaces non bâtis situés en périphérie proche ou lointaine des agglomérations, mais dont les fonctionnalités, les modalités de gestion et le devenir à court et moyen termes dépendent des acteurs parties prenantes des dynamiques métropolitaines.

L'usage des ressources, notamment celles relatives au sol, la maîtrise de l'étalement urbain, la préservation de la nature et de la biodiversité, la sécurité alimentaire pour des populations de plus en plus urbaines sont autant de défis à relever durant ce millénaire. Si ces questions intéressent les milieux académiques depuis quelques décennies, elles pénètrent petit à petit la sphère publique à travers les questions d'aménagement et de développement durable. À ce titre, le devenir des espaces ouverts, et leur contribution au développement soutenable des régions métropolitaines, est de plus en plus lié à leur intégration dans les processus de globalisation. Les conséquences de cette intégration s'expriment en termes de restructuration socio-économique et de reconfiguration des systèmes d'acteurs autour de questions communes ayant souvent trait à la montée des incertitudes et des interdépendances.

Au cours de la dernière décennie, deux évolutions modifient profondément les cadres d'intervention sur les espaces ouverts dans les territoires métropolitains : (1) la reconnaissance ou la réaffirmation, en plus des enjeux d'aménagement traditionnellement reconnus, des enjeux alimentaires et de biodiversité associés à la gestion des espaces ouverts, (2) la mobilisation de l'échelle métropolitaine ou régionale comme cadre de planification et de définition de politiques publiques de gestion des espaces ouverts périurbains.

Les communications proposées doivent s'intégrer dans au moins un des trois axes de questionnement prioritaires soulevés par ces évolutions.

Le premier axe est relatif aux logiques et stratégies foncières dans les territoires périurbains. Comment la reconnaissance ou la réaffirmation des enjeux alimentaires et de biodiversité, et l'entrée en scène des acteurs régionaux modifient-elles les stratégies foncières des différents acteurs capables d'agir sur l'espace ouvert ? Ces évolutions renforcent-elles des dynamiques foncières existantes ou sont-elles susceptibles de les modifier ?

Le deuxième axe est lié à la construction et la mise en œuvre des politiques publiques de gestion des espaces ouverts par des acteurs territoriaux en interactions. Quelle est l'influence des jeux d'acteurs sur la définition des enjeux collectifs de préservation des espaces ouverts et leur traduction en termes d'évolution des activités agricoles (valorisation de certaines formes d'agricultures, articulation des différentes activités) et de dynamiques sociales autour de l'agriculture, de l'alimentation (p. ex. le développement de politiques d'approvisionnement local, l'émergence de formes de relations inédites entre producteurs et consommateurs) et de la biodiversité (p. ex. la protection d'espace présentant un intérêt écologique) ? Comment s'articulent les politiques agricoles, alimentaires et de préservation de la biodiversité ? Comment est envisagée l'articulation des différentes échelles auxquelles ces politiques peuvent être définies (subsidiarité, gouvernance multi-niveaux) ?

Enfin, le troisième et dernier axe traite des liens entre outils techniques de gestion et d'aménagement des espaces et dynamiques territoriales. Comment l'adoption de nouveaux outils de gestion technique de la biodiversité (de plus en plus fondés sur la notion de réseaux et de corridors écologiques) et de l'approvisionnement alimentaire (délimitation d'une aire de préservation des eaux souterraines destinées à l'alimentation humaine, implantation d'un marché des producteurs locaux) modifie les dynamiques de coordination entre acteurs et entre territoires au sein de l'aire métropolitaine ? Quelles sont les formes et les dynamiques de cette gouvernance interterritoriale ? Jusqu'à quel point sa géographie respecte-t-elle celle d'espaces ouverts fonctionnels ?

Pour traiter ces questions, les approches interdisciplinaires (géographie, économie, sociologie, agronomie, science régionale, etc.) et/ou comparatives (aires métropolitaines Nord et Sud) seront considérées comme particulièrement pertinentes.

Pour proposer une communication, un résumé d'au maximum 1500 caractères (espaces compris)¹, avec titre (180 caractères, espaces compris, maximum), noms des auteurs, appartenance(s) institutionnelle(s) et contacts, doit être soumis à l'adresse courriel suivante avant le **31 janvier 2012** : acfas2012@gmail.com.

Le programme définitif du colloque sera publié sur le site de l'ACFAS le **15 février 2012** au plus tard.

¹ Au-delà de 1500 caractères, le texte supplémentaire ne sera pas affiché dans le programme préliminaire.